Michel-Joseph-Antoine Servan sous la Révolution

• **01-07-1790**, Archives communales, D42

N°709

de Lausanne, lettre de Michel Joseph Antoine Servan

Messieurs,

Mes sentimens, bien plus que mon domicile, m'attachent à votre municipalité et c'est dans son enceinte que je puis exercer les droits de citoyen françois.

Eloigné de vous par mes affaires et ma santé, je n'ai pu prêter le serment civique que vous avés reçu de mes concitoyens. Mais sans attendre mon retour, permettés que dans cette époque signalée du 14 juillet prochain, je m'unisse, autant qu'il est en moi, aux voeux de tous les françois et que je dépose au moins par écrit, dans vos mains, le serment que je ne saurois prononcer de vive voix, sous vos yeux même. Daignés le recevoir avec la même bonté dont mes concitoyens de Saint Remi m'ont toujours honoré.

J'ai l'honneur d'être, avec respect,

Messieurs

vos très humble et très obéissant serviteur

Lausanne, ce 1er juillet 1790

Servan

Le serment est sur une feuille séparée :

Je soussigné dépose dans les mains de Messieurs les officiers municipaux de la communauté de Saint Remi en Provence, lieu de mon domicile actuel en France, le serment d'être fidelle à la nation, à la loi et au roi, d'observer et de maintenir la constitution décrétée par l'assemblée nationale et sanctionnée ou approuvée par le roi.

Fait à Lausanne, ce premier juillet mille sept cent quatre vingt dix.

Servan

• **16-01-1791**, Vente des biens nationaux, par Paul Moulin, p.626

N°342

Documents relatifs à la Vente des Biens Nationaux, pour le département des Bouches du Rhône, publiés par Paul Moulin. Marseille, Barlatier, 1910

Tome III, p.623 et suivantes: Saint Remy

16-01-1791, p.626

Domaine de Roussan, consistant en un bâtiment pour le fermier et terres labourables (21 salmées 1 éminée 81 dextres 6 pans), à Saint Remy et partie dans le terroir d'Eyragues - du Chapitre de Saint Remy - Soumissionné 4000 #, adj. 40100 #.

à André Chareun, prêtre, pour le compte de Michel-Joseph-Antoine de Servan, à Saint Remy.

(Soumissionnaire: Fautrier, prêtre - Enchérisseurs: Barthélemy Michel, négociant de Saint Remy, offrant pour Denis-Toussaint Fautrier, prêtre de Saint Remy; Antoine Touramé, négociant à Saint Remy; Dallen; Dalméras, avocat à Saint Remy, et l'adjudicataire.)

(Le 07-02-1791, ledit Servan effectua un premier versement de 9120 #; le 12-01-1792, il verse 3494 # 5 s. 9 d.; le 12-01-1793, 3504 # 16 s.; le 5 nivôse II, 3494 # 5 s. 9 d.; le 16 pluviôse III, 3504 #; le 3 prairial III, il verse pour solde 22987 # 7 s.)

• **30-07-1791**, Archives communales, D43, Lettres

N°710

Messieurs,

Je m'étais flatté de jouir en paix, le reste de ma vie des droits de citoyen françois et d'en remplir les devoirs. Daignez vous rapeller mon empressement à déposer dans vos mains mes sentimens avec mon serment civique.

Des événemens que j'étois loin de prévoir, ont déconcerté mes projets et ruiné ma plus douce espérance. Vous n'ignorez point, Messieurs, que le 25 mai 1790, ma femme et moi, nous fumes assaillis par une populace qu'avoit éguaré des calomnies absurdes et des erreurs incroyables. Ces furieux tinrent sous nos yeux pendant 12 heures toutes les morts présentes. Après cette violence et son impunité complete, nous nous crumes assez autorisés à chercher un asile hors d'une patrie qui ne sembloit plus avoir les moyens de nous protéger et nous résolumes d'attendre en Suisse le retour de l'ordre et de la paix. Mais bientôt je m'aperçus que l'affreuse scène

Plus la copie d'une lettre du Ministère de l'Intérieur aux administrateurs de ce département en date du 29-11-1792, qui charge ledit département de donner des ordres prompts à la municipalité de Saint Remy pour lever le séquestre qu'elle avoit mis indument sur les biens dudit Servan.

Plus une lettre des administrateurs de ce département à la municipalité de Remy en date du 08-12-1792, qui en lui signifiant laditte lettre du Ministère de l'Intérieur, lui enjoint de remettre audit Servan l'entière jouissance de ses biens et droits.

Vu enfin un certificat expédié audit Servan par le bourgmestre et conseil de Lausanne, canton de Berne en Suisse, en date du 04-08-1794, dûment légalisé par le Baillif de Lausanne, par laroyé (?) et conseil de la ville et république de Berne et par l'ambassadeur de la République française en Suisse, duquel certificat il résulte que ledit Michel Joseph Antoine Servan, dit de Gerbay, ci-devant avocat général au Parlement de Grenoble est depuis le 05-06-1789 domicilié à Lausanne et admis par lettres de souverain au nombre des habitants de la ville de Lauzanne.

Où l'agent national,

L'administration du district arrête :

1°) de déclarer ainsi qu'elle déclare que ledit Servan n'a été compris dans aucune des listes des biens des émigrés français de ce département.

2°) qu'étant attesté par les certificats produits que ledit Servan étoit établi en Suisse avant le 01-07-1789, il est dans l'exception portée par l'article 7 de la section 1 du titre 1 de la loi du 25 brumaire dernier et n'est point sujet aux dispositions de laditte loi.

3°) enfin que le présent arrêté sera enregistré aux greffes des municipalités de ce département dans le territoire desquels ledit Servan possède des biens meubles, immeubles et actions, à l'effet qu'il en jouisse et use plainement et paisiblement soit par lui-même, soit par ses ayant cause ou pouvoir, et son exécution sera sous la responsabilité individuelle et personnelle des membres desdittes communes et spécialement des agents nationaux d'icelle.

Fait en administration du district, en séance publique et permanente, à Tarascon le 6 pluviôse an 3 de l'ère républicaine [25-01-1795].

signés Bérard fils, Vicary, Thumin

Enregistré à Saint Remy le 19 pluviôse an 3 de la République française une et indivisible [07-02-1795].

• **02-08-1796**, D24, p.308

N°713

Passeport Servan Michel Antoine
15 thermidor an 4

Egalité - Liberté Département du Rhône, bureau central du canton de Lyon, N° du registre 6036 = passeport

Laissez passer le citoyen Michel Joseph Antoine Servan, rentier de la municipalité division du nord canton de Lyon, département du Rhône, domicilié à Lausanne en Suisse, natif de Romand, âgé de 58 ans, taille de 5 pieds 1 pouce, cheveux noirs gris, sourcils chatains, front découvert, yeux bruns, nez bien (?), bouche petite, menton avancé, visage ovale, lequel est inscrit sur le tableau de la commune, N° (blanc) et a déclaré aller dans le département des Bouches du Rhône et a signé. Prêtez lui aide et assistance en cas de besoin. Fait au bureau central le 15 thermidor an 4 de la République française une et indivisible.

Donné en échange d'un passeport, à lui délivré par le baillif de Lausanne en Suisse en date du 08-04-1796, cité par le citoyen Barthélemi, envoyé de France à Bâle le 22 germinal an 4, que nous avons encore retenu pour être envoyé au ministre de la police générale à Paris conformément à la loi. Signés A. Vingtanier et Me Blanc = délivré en présence et sous la responsabilité de Pierre Joseph Dubost, notaire à Lyon, place Bellecour, n°61 et François Xavier Perrodiou, receveur de la marque (ou place), n°47, George Antoine Ricard Catherine, n°10 et Pierre Marie ...?.. rue du Plat.

• **04-11-1797**, D24, p.340, et autre copie dans D24 bis, p.1

N°714

Le 14^{ème} brumaire an 6^{ème} de la république française une et indivisible

Vu l'arreté du comité de législation du 22 prairial, lequel prononce que sur les pièces produites par Michel Joseph Antoine Servan, il est reconnu pour être établi avec sa femme et son ménage domestique avant le 01-07-1789 à Lauzanne en Suisse, et que de plus, il a été admis au nombre de ses habitants par lettres de souverain, qu'en conséquence ledit Michel Joseph Antoine Servan doit jouir en France de tous les droits d'un étranger naturalisé Suisse.

Vu aussi la pétition dudit, dans laquelle il déclare que voulant se conformer à tout ce que les articles 10 et 15 de la constitution de l'an 3 prescrivant à ceux qui sont réputés étrangers et qui prétendent acquérir le titre et les droits de citoyens français, il affirme :

1^o) que son intention est, à l'avenir, de rédiger (pour résider) en France, dans cette commune,
2^o) que la femme qu'il a épousée est française, étant née à Bezançon, département de Doubs,
3^o) qu'il possède en France des propriétés foncières à raison desquelles il paye une contribution directe de (blanc) , qu'en un mot, il remplit toutes les conditions imposées par ledit article 10^{ème} de la constitution et qu'il demande d'être inscrit sur le registre civique de cette commune pour acquérir les droits de citoyen français conformément audit article.

Vu enfin le certificat des officiers municipaux de la commune de Saint Remy, département des Bouches du Rhône, qui atteste que Michel Joseph Antoine Servan à Lauzanne en Suisse avant le 01-07-1789, possède dans leur commune des propriétés foncières à raison desquelles il paye une contribution directe considérable.

Le tout considéré, ce jourd'huy 14 brumaire an 6 de la République, ont été inscrit sur le registre civique de la commune, Michel Joseph Antoine Servan, Thérèse Césarée Dupoirier, son épouse, Claude Dufour, homme de confiance, et Françoise Conti, fille de confiance dudit citoyen Servan, pour leur servir de titre, conformément aux articles 10 et 15 de la constitution de l'an 3, et ont les dénommés signés, sauf la citoyenne Conti, qui a déclaré être illétrée, de ce enquisse.

Servan, Thérèse Césarée Dupoirier-Servan, Claude Dufour, signés au registre.

Pour expédition, Blachier, secrétaire en chef

Nous président et administrateurs municipaux de la commune de Nismes, département du Gard, certifions que le citoyen Blanchier qui a signé l'expédition ci-dessus, est secrétaire en chef de la commune et que foy est ajouté à sa signature.

A Nismes le 17 brumaire an 6^{ème} de la République française une et indivisible.

Raoux, Reboul, Aubanel, administrateurs municipaux et Gibret, secrétaire.

• 03-09-1805, archives communales

N°181

Au verso :

Mr de Servan, sur ses biens d'origine nationale du 16 fructidor an 13

Au recto :

J'ai l'honneur, Monsieur de vous envoyer la déclaration que le gouvernement exige de moi.

Je ne sais si ma traduction du français en grec sera juste, mais ce qui le sera certainement, c'est l'assurance de mon entière considération pour vous. Puisse, Monsieur, la certitude de l'estime publique vous consoler de tous les dégouts particuliers dont votre nouvelle place est assiégee.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Servan

Sur une autre feuille :

Déclaration de Mr Servan sur le bien national qu'il possède.

Le 16 janvier 1791, Mr Servan fut déclaré adjudicataire d'un bien national de 1^{ère} classe appartenant au cy-devant chapitre de Saint Remi. Sa contenance totale était d'environ 21 salmées, ancienne mesure, ou 1500 ares mesure nouvelle.

Depuis cette époque, Mr Servan a revendu à deux particuliers de Saint Remi à peu près 8 salmées ou environ 600 ares de ce bien de sorte qu'il ne reste aujourd'hui possesseur que de 13 salmées ou 900 ares.

Il est de plus important d'observer que dans le procès verbal de l'adjudication qui fut faite à Mr Servan, il fit insérer la déclaration expresse qu'il ne prétendait paier ce bien acquis de la nation que des papiers qu'il avoit déjà reçu et qu'il pourroit recevoir encore en paiement d'un immeuble rural très considérable et qu'il avoit vendu peu de tems avant la révolution sur la foi des valeurs alors courantes. Ce qui résulte de ce fait, est que Mr Servan n'a tiré aucun avantage du papier monnaie par l'acquisition d'un bien national et qu'il n'a fait que modérer sa perte en échangeant un immeuble de peu de valeur contre un immeuble patrimonial d'une valeur décuple.

• **23-10-1794**, Tourrel fils, n°47

N°707

Quittance pour Anne Viret à Michel Joseph Antoine Servan

Du second brumaire à la cinquième heure décimale de l'an troisième de la république française une et indivisible ... fut présente Anne Viret, veuve de Jean Dumaine, vivant cultivateur de cette commune, laquelle ... a déclaré avoir reçu de Michel Joseph Antoine Servan, domicilié en Suisse, absent, et par mains d'Anne Durand, fille majeure, habitante de cette commune, ici présente et pour ledit Servan stipulante et acceptante la somme de 130 #

• **05-09-1803**, François Teissier, n°189

N°178

Vente au citoyen Servan par le citoyen Louis André Marie Noailles

18 fructidor an 11 : ... a été présent le citoyen Louis André Marie Noailles, marchand de soye, domicilié en cette ville, lequel ... a vendu ... au citoyen Michel Joseph Antoine Servan, propriétaire domicilié à Nîmes, département du Gard, résidant à sa maison de Roussan au terroir de cette ville, présent ... la propriété d'une terre située en ce terroir, section des méjades

• **14-08-1804**, François Teissier, n°152

N°179

Vente à Mr Servan par Mr Clément

26 thermidor an 12 : ... à Mr Michel Joseph Antoine Servan, propriétaire, résidant en sa maison de Roussan au territoire de cette ville, présent

• **10-12-1804**, François Teissier, n°38

N°180

Vente à Mr Servan par le Sr Antoine Raymond

29 frimaire an 13 : ... à Monsieur Michel Joseph Antoine Servan, propriétaire résidant en sa maison de Roussan, terroir de cette ville, présent

• **07-11-1807**, François Teissier, N°169 (17 pages)

N°89

Dépôt du testament de Mr Michel-Joseph-Antoine Servan

... a été présent Mr Félix-Ennemond-Ferdinand Prunelle, domicilié en la ville de Vienne, département de l'Isère, lequel nous a exposé que Mr Michel-Joseph-Antoine Servan, son oncle, ancien avocat général au parlement de Grenoble, est décédé le 4 du courant en sa maison de Roussan au territoire de cette ville, qu'il avoit fait le 11-02-1805, 22 pluviôse an 13, son testament mystique, suscrit devant nous, notaire, le 30 dudit mois de pluviôse, même année

– héritier universel: mon neveu Félix Prunelle, fils de ma soeur Anne Servan, veuve de Mr Prunelle

– donne à Thérèse-Césarie Dupoirier, mon épouse, l'usufruit et la pleine jouissance de mes biens meubles et immeubles pendant sa vie

– lègue à mon frère Michel Servan, ci-devant de l'Ordre de Malte

– lègue à Joseph Servan, mon frère, la jouissance d'une rente viagère de 500 F. constituée sur sa tête par M. Jean-Jacques Duval, propriétaire à Lyon, par acte du 4 frimaire an 7 [24-11-1798] reçu Duquest, notaire à Lyon. Je prie mon frère d'accepter cette rente en remplacement de celle de somme pareille à lui léguée par feu mon oncle, qui dans ce cas demeurera éteinte et périmée. Si mon frère se refuse à cette mutation, mon héritier ou mon héritière auront alors le droit de retirer la rente consentie par M. Duval, et ils continueront de payer à mon frère celle que lui a léguée mon oncle.

– lègue à Thérèse Servan, ma soeur, ci-devant religieuse Ursuline

– lègue à Marie Servan, ma soeur, veuve de Mr Pessonaux

– quant à James Servan, fils de Joseph Servan et mon neveu, je déclare que n'ayant aucun lieu d'être satisfait de sa conduite envers moi, et s'étant refusé à tous mes conseils, soit en contractant son mariage, soit après l'avoir contracté, et ne pouvant d'ailleurs me confier à son caractère, je révoque et annule autant que les loix le permettront les libéralités que je lui ai faites soit par les actes de 1792, soit par celui de 1795

– je n'ai point fait de libéralité dans ce testament à mon frère Joseph Servan, ni à mes soeurs Prunelle et Crétet: leur fortune les met au dessus de mes dons

– je nomme pour mon exécuteur testamentaire mon frère Michel Servan

... à titre de mon exécuteur testamentaire, tous mes papiers de quelque nature qu'ils soient lui seront remis pour en faire le dépouillement et l'usage qu'il croira le plus convenable

... ce testament a été fait et écrit, datté et signé de ma main à Roussan le 11-02-1805 ancien style ou 22 pluviôse an 13 nouveau stile, signé Servan aîné

(il y a de nombreuses références à des actes passés à Lyon, Avignon et Nîmes)

(son homme de loi à Lyon est M. Louis Chaurion)

• **07-11-1807**, François Teissier, N°170 (6 pages)

N°182

Dépôt du codicile olographe de M. Michel-Joseph-Antoine Servan

ajouts de disposition testamentaire le 12-09-1807

(s'inquiète surtout de faire annuler les donations de 1792 et 1795 à son neveu James Servan, sans pour autant apporter de précisions sur le lieu et dates de celles-ci)

• **29-09-1701**, Antoine Reynaud à Tarascon, f°908 r° (AD13, 407E 666)

N°341

Acept du Mas de Roussan en faveur du Sr Jean Antoine Servan contre Monsieur de Ganges

... haute et puissante dame, Dame Marguerite de Genestoux, Marquise de Ganges, laquelle en qualité de procuratrice ... de haut et puissant seigneur, Messire Alexandre de Joannis de Vissac, chevalier, Marquis de Ganges .. etc.. a vendu ... à Sieur Jean Antoine Servan, marchand bourgeois de la ville de Tarascon en Provence

... en premier lieu une maison que ledit seigneur Marquis de Ganges possède dans la ville de Saint Remy et à la rue appellé de Jaume Roux

... et en second lieu la mettérie appellée de Roussan avec tous les membres et bastimens qui la composent et qui en dépendent, ensemble toutes les pièces, propriétés, terres, prez, vignes, vergers, mûriers, bois, eaux, sources et fontaines dépendantes de laditte mettérie et telles qu'elles sont désignées et confrontées dans l'avérement dudit seigneur Marquis de Ganges au livre cadastre de la communauté dudit Saint Remy appelé Alivon et Tartais à f°246, fait en l'année dernière

... pour et moyenant le prix et somme de 8000 #

Cour d'Appel d'Aix en Provence - Audience Solennelle de Rentrée du 2 Octobre 1937 - Durand de Maillane, Jurisconsulte, Conventionnel et Magistrat du régime nouveau, Discours prononcé par M. Albert Tixier, Avocat Général.

Aix, F. Chauvet, 1938.

p.14

.....

Lorsque parut la lettre de convocation des Etats Généraux, qui devaient se réunir à Versailles le 5 Mai 1789, Durand de Maillane paraissait tout désigné pour être l'un des représentants de l'ordre du tiers-Etat de la sénéchaussée d'Arles.

Pourtant, le 16 Avril 1789, il ne fut élu député suppléant qu'au troisième tour de scrutin, et il ne devint titulaire qu'à la suite du refus de Servan, ancien avocat général au parlement de Provence [erreur : de Grenoble].

• **28-01-1793**, François Teissier, n°103

N°708

Dépot d'écrit privé portant vente pour André Chareun contre Michel Joseph Antoine Servan

l'écrit privé, de la main de Servan, porte :

Fait à Lyon ce 13-11-1792, l'an 1er de la république française.

Servan l'ainé

• Cadastre CC9 de 1700, f°246 Monsieur le Marquis de Ganges

Tout l'avérement est possédé par Mr Servans, par acte du 29-09-1701, notaire Me Reynaud de Tarascon
(vente de Roussan à Jean Antoine Servan)

• Cadastre CC12 de 1730, f°710 Sieur Jean Antoine Servan

Tenet tout le présent avérement Mre Michel Joseph Antoine de Servan de Gerbey, avocat général au parlement de Grenoble, par le testament solennel de feu noble Antoine de Servan, son oncle, en date du 03-02-1762, suscrit par Me Lieutard, notaire, le même jour, ouvert judiciairement le 05-12-1763, duement contrôlé et insinué, lequel feu noble Antoine de Servan était héritier de l'avérant par testament reçu par Me Millet, notaire à Valence, le (blanc)